Agritrade International

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Une maison de négoce familiale

Agritrade International a débuté en 1979 comme maison familiale de négoce d'huile de palme, avant de s'étendre au charbon. Sa filiale cotée à Hong Kong, Agritrade Resources, exploitait des mines de charbon en Indonésie et en Chine. Le fondateur, Ng Say Pek, dirigeait l'activité de négoce, tandis que son fils Ng Xinwei occupait le poste de directeur général de la société singapourienne. Le groupe a connu des difficultés lorsque les marchés des matières premières se sont affaiblis vers 2018. Ses problèmes de financement se sont aggravés à mesure que les banques cessaient de lui prêter.[1]

Février 2020 : le moratoire refusé

L'effondrement d'Agritrade a précédé la chute des cours du pétrole et ne lui devait rien. Le Commercial Affairs Department (service des affaires commerciales) de la Singapore Police Force a ouvert son enquête en janvier 2020 et perquisitionné les bureaux de la société le 15 janvier 2020. Dans un affidavit du 16 janvier 2020, le directeur général évaluait les dettes de la société à environ 1,55 milliard de dollars US, dont quelque 983 millions de dollars US dus à des prêteurs garantis. La société a sollicité un moratoire afin de restructurer ses dettes.[2]

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Les banques se sont opposées à la demande. ING soutenait que la société et ses dirigeants avaient présenté sa situation financière de manière trompeuse et émis des connaissements qui se chevauchaient afin d'obtenir, pour une même cargaison, des financements auprès de plusieurs banques. Elle qualifiait l'affaire de « fraude massive et préméditée ». Sur la base de l'enquête d'un spécialiste, Commerzbank estimait que les cargaisons de charbon qu'elle avait financées n'existaient pas. La High Court a refusé le moratoire et placé la société sous judicial management provisoire (administration judiciaire) en février 2020. Elle a prononcé une ordonnance de judicial management définitive environ cinq semaines plus tard.[3]

Les créanciers

Les principaux prêteurs étaient Maybank, avec environ 108 millions de dollars US, ING, avec environ 97 millions de dollars US, et MUFG, avec environ 77 millions de dollars US. Parmi les créanciers figuraient aussi des banques de France, d'Inde, d'Italie, du Japon, de Chine, des Émirats arabes unis et de Corée du Sud, dix fonds privés et plusieurs négociants mondiaux en matières premières. Greensill, la société de financement de la chaîne d'approvisionnement qui s'est elle-même effondrée par la suite, détenait une créance d'un peu moins de 30 millions de dollars US. L'exposition totale des créanciers chirographaires atteignait environ 917 millions de dollars US. Un investisseur londonien a offert jusqu'à 35 millions de dollars US pour une participation majoritaire dans l'activité de production, un montant bien inférieur aux dettes. ING, Natixis et Commerzbank, auxquelles il était dû ensemble plus de 200 millions de dollars US, ont demandé une ordonnance de liquidation. La société a été mise en liquidation.[4]

Des comptes falsifiés et des fournisseurs liés

L'enquête pénale a mis au jour une fraude commencée bien des années avant l'effondrement. À partir de janvier 2017, la directrice financière de la société, Lim Beng Kim Lulu, a adressé aux banques et aux sociétés de financement des états financiers consolidés pour les exercices 2016 à 2018 qui avaient été établis à partir des comptes de gestion et présentés comme audités. Dans un cas, elle a fait insérer

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

par un subordonné une copie de la signature d'un auditeur dans les états financiers de 2018. L'essentiel des fonds avancés par les prêteurs est allé à trois prétendus fournisseurs et à leurs filiales. Ces sociétés étaient étroitement liées à Agritrade, puisque des cadres dirigeants avaient contribué à leur constitution ou siégeaient à leur conseil d'administration. La police a trouvé leurs papiers à en-tête, leurs modèles de documents, leurs blocs de signature et leurs tampons dans les locaux d'Agritrade.[5]

La fraude d'Agritrade se distinguait ainsi de celle de Hin Leong par son centre de gravité. Chez Hin Leong, les documents travestissaient des opérations et des cargaisons, avec des connaissements falsifiés au cœur du dispositif. Chez Agritrade, le mensonge central portait sur les comptes de l'emprunteur et sur l'identité de ses fournisseurs, qui faisaient en substance partie du même groupe. Les deux techniques se retrouvaient dans les deux affaires, puisque Agritrade a aussi utilisé des connaissements non valables. La leçon pour les prêteurs était néanmoins différente : une banque qui vérifie les cargaisons mais prend pour argent comptant les états financiers de l'emprunteur reste exposée.

La condamnation de la directrice financière

Lulu Lim a quitté Singapour peu après le début de l'enquête. Elle a été localisée aux Émirats arabes unis grâce à une notice rouge d'Interpol et est revenue à Singapour en septembre 2021. Elle a notamment été inculpée pour avoir trompé Shanghai Pudong Development Bank afin que celle-ci verse 19,9 millions de dollars US à un fournisseur d'Agritrade sur la base de 19 connaissements présentés comme valablement nantis en faveur de la banque.[6]

Le 9 décembre 2022, elle a été reconnue coupable de onze chefs d'escroquerie (cheating) au titre de la section 420 du Penal Code (code pénal) et d'un chef de falsification de comptes au titre de la section 477A. Le 17 janvier 2023, elle a été condamnée à vingt ans d'emprisonnement. Les infractions concernaient seize établissements financiers, qui avaient accordé des facilités de crédit d'au moins 586,5 millions de dollars US entre janvier 2017 et novembre 2019. Leurs pertes s'élevaient à environ 469,1 millions de dollars US, soit 619,1 millions de S$. Le District Judge

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Kow Keng Siong a écarté l'argument selon lequel elle aurait agi sous l'influence du fondateur. Il a relevé qu'une cadre forte de trente ans d'expérience aurait pu refuser cette tâche et démissionner. La fraude avait maintenu la société à flot et lui avait permis de continuer à percevoir son salaire mensuel de 32 000 S$.[7]

Le retour du fondateur

Le fondateur avait quitté Singapour vers la fin de 2019, avant que l'enquête ne soit rendue publique. Un mandat d'arrêt et une notice rouge d'Interpol ont suivi. Avec l'aide du ministère de la Sécurité publique de la République populaire de Chine, il a été expulsé et arrêté à son arrivée à Singapour le 1er décembre 2025, après plus de cinq ans de cavale. Le 2 décembre 2025, il a été inculpé de dix chefs d'escroquerie au titre de la section 420 du Penal Code. Les accusations concernent Funding Societies, une plateforme de financement numérique, qui a versé 8 millions de S$ en dix opérations entre août et novembre 2019 sur la base de factures prétendument fictives. Il est présumé innocent. Aucun jugement n'avait été rapporté à la date de parution du présent ouvrage. Le retour d'un fugitif depuis la Chine par la voie de la coopération policière mérite en soi d'être relevé pour une place financière dont les affaires de fraude mènent souvent à l'étranger, un sujet sur lequel revient le chapitre V de la présente partie.[8]

Notes

1. *The Star* (Reuters), « Collapse of Singapore commodity firm leaves lenders exposed », 28 février 2020 : Agritrade a débuté en 1979 comme maison familiale de négoce d'huile de palme et couvre l'huile de palme et l'extraction de charbon ; sa filiale cotée à Hong Kong, Agritrade Resources, exploite des mines en Indonésie et en Chine et était en défaut sur 244 millions de dollars US de prêts – finews.asia, « ING and Maybank Top Creditors to Troubled Commodity Trader », 3 mars 2020 : la société a connu des problèmes financiers vers 2018, lorsque les marchés des matières premières ont reculé, et ses problèmes de financement se sont aggravés après que de nombreuses banques ont cessé de lui prêter. ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

2. Singapore Police Force, « Founder of Agritrade International Pte Ltd charged for cheating », 2 décembre 2025 : le Commercial Affairs Department a commencé à enquêter sur une fraude au financement du commerce en janvier 2020 ; *The Star* (Reuters), 28 février 2020 (précité) : le Commercial Affairs Department a perquisitionné les bureaux d'Agritrade le 15 janvier 2020 – finews.asia, 3 mars 2020 (précité) : affidavit de Ng Xinwei daté du 16 janvier indiquant des dettes totales de 1,55 milliard de dollars US, dont 983 millions de dollars US dus à des prêteurs garantis. ↩

3. *The Star* (Reuters), 28 février 2020 (précité) : ING alléguait une présentation trompeuse de la situation financière et de multiples connaissements se chevauchant pour obtenir d'un groupe de banques le financement d'une même cargaison, et parlait de « a massive and pre-meditated fraud » ; Commerzbank estimait que les cargaisons de charbon qu'elle avait financées n'existaient pas – Global Restructuring Review, « Singaporean commodity trader placed under interim judicial management », 20 février 2020 (les allégations de fraude d'un groupe de banques ont fait échouer la demande de moratoire) ; Global Restructuring Review, « Judicial managers appointed over Agritrade in Singapore », 30 mars 2020 (ordonnance de judicial management définitive environ cinq semaines après les mesures provisoires). ↩

4. *The Star* (Reuters), 28 février 2020 (précité) : un groupe de 15 prêteurs détenait environ 600 millions de dollars US, dont Malayan Banking pour 107,6 millions de dollars US, ING pour 96,9 millions de dollars US et MUFG pour 77,3 millions de dollars US – finews.asia, 3 mars 2020 (précité) : parmi les autres créanciers figuraient des banques de France, d'Inde, d'Italie, du Japon, de Chine, des Émirats arabes unis et de Corée du Sud, 10 fonds privés et des négociants mondiaux en matières premières – GTR, « Scandal-hit Agritrade urges banks to accept 'white knight' investment » (2020) : créance de Greensill d'un peu moins de 30 millions de dollars US ; exposition des créanciers chirographaires de 917 millions de dollars US ; Nithia Capital Resources Advisors offrant jusqu'à 35 millions de dollars US pour une participation majoritaire dans Agritrade Resources ; ING, Natixis et Commerzbank demandant une ordonnance de liquidation – GTR, 22

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

septembre 2021 (précité) : Agritrade devait plus de 1,5 milliard de dollars US, dont 983 millions de dollars US à des prêteurs garantis ; une ordonnance de liquidation judiciaire a été demandée par ING, Natixis et Commerzbank, à qui il était dû ensemble plus de 200 millions de dollars US ; la société est désormais en liquidation. ↩

5. Mothership, « S'pore commodity firm ex-CFO, 63, jailed 20 years for cheating, causing over S$619 million in losses », janvier 2023 : états financiers falsifiés pour les exercices clos les 30 juin 2016, 2017 et 2018, adressés aux prêteurs à partir de janvier 2017 ; un subordonné a inséré une copie de la signature d'un auditeur dans des états financiers de 2018 – GTR, 18 janvier 2023 (précité) : la plupart des fonds des facilités de crédit sont allés à trois sociétés et à leurs filiales présentées comme fournisseurs mais substantiellement liées à Agritrade ; Lim et d'autres cadres dirigeants ont contribué à leur constitution ou en étaient administrateurs ; des modèles, papiers à en-tête, blocs de signature et tampons de société ont été trouvés dans les locaux d'Agritrade. ↩

6. GTR, 18 janvier 2023 (précité) : les enquêtes ont commencé en janvier 2020 ; Lim a quitté Singapour, Interpol a émis une notice rouge, elle a été retrouvée aux Émirats arabes unis et est revenue à Singapour en septembre 2021 – GTR, 22 septembre 2021 (précité) : Lulu Lim inculpée d'escroquerie et d'avoir frauduleusement amené à la remise de biens, pour avoir prétendument trompé SPD Bank afin qu'elle verse 19,9 millions de dollars US à un fournisseur d'Agritrade sur la base de 19 connaissements présentés comme « legally and validly pledged in the bank's favour ». ↩

7. Singapore Police Force, 2 décembre 2025 (précité) : Lim Beng Kim, Lulu, ancienne Chief Financial Officer, reconnue coupable le 9 décembre 2022 de 11 chefs d'escroquerie au titre de la section 420 et d'un chef de falsification de comptes au titre de la section 477A du Penal Code, condamnée le 17 janvier 2023 à 20 ans d'emprisonnement – Mothership, janvier 2023 (précité) : 16 établissements financiers ; crédits d'au moins 586,5 millions de dollars US (773,1 millions de S$) entre janvier 2017 et novembre 2019 ; pertes d'environ 469,1 millions de dollars US (619,1 millions de S$) ; District Judge Kow Keng

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Siong – Mothership, janvier 2023 (précité) : le juge a relevé ses 30 ans d'expérience professionnelle et le fait qu'elle aurait pu refuser la tâche illégale et partir ; ses agissements ont maintenu la société à flot et lui ont permis de continuer à percevoir son salaire mensuel de 32 000 S$. ↩

8. *The Star* (Reuters), 28 février 2020 (précité) : Ng Say Peck aurait quitté Singapour vers le 21 décembre, et son fils croyait savoir qu'il était parti en Chine – Singapore Police Force, 2 décembre 2025 (précité) : Ng Say Pek, 72 ans, inculpé le 2 décembre 2025 de 10 chefs d'escroquerie au titre de la section 420 ; Funding Societies Pte Ltd a versé 8 millions de dollars en 10 opérations entre août et novembre 2019 ; expulsé avec l'aide du ministère chinois de la Sécurité publique et arrêté le 1er décembre 2025 après plus de cinq ans de fuite ; peine maximale de 10 ans d'emprisonnement et une amende. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.